ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Amerique centrale et du Sud

Question écrite n° 40079

Texte de la question

M. Richard Cazenave demande a M. le ministre des affaires etrangeres quelle est la politique que la France entend mener en faveur du continent latino-americain en general, vers l'Amerique Centrale et du Sud en particulier. Il souhaite connaitre, parallelement, l'etat des relations que l'Union europeenne entretient dans le cadre du dialogue de San Jose avec l'Amerique Centrale et le groupe de Rio pour l'Amerique du Sud.

Texte de la réponse

1/ Relations France-Amerique latine : l'Amerique latine figure plus que jamais parmi les « priorites » de la politique exterieure francaise. Il s'agit en effet d'une region qui peut etre globalement consideree comme « emergente » au plan economique, et dont le potentiel en termes de marches et d'investissements est l'un des plus attractifs du monde. Un capital ancien de sympathie et d'affinites culturelles y constitue un atout pour notre pays. La France a participe activement au rapprochement interregional entre l'Union europeenne et le Mercosur, le Chili et le Mexique. A titre bilateral, les voyages de M. Juppe au Mexique, en Argentine et au Chili ont des 1994 illustre la volonte de « retour » de la France en Amerique latine, que divers gestes et declarations n'ont fait depuis que confirmer. La page des essais nucleaires francais dans le Pacifique a rapidement ete tournee. Le President de la Republique a rencontre un nombre important de chefs d'Etat latino-americains, notamment le president Menem d'Argentine et le president Cardoso du Bresil. Le ministre des affaires etrangeres s'est rendu au Mexique du 22 au 25 mai dernier. D'ici a la fin de l'annee, les chefs d'Etat des quatre pays du Mercosur auront ete accueillis a Paris, celui du Chili etant attendu l'an prochain. Notre pays, outre sa participation a hauteur de 20 p. 100 des efforts communautaires, apporte sa contribution par la cooperation bilaterale et regionale qu'il met en oeuvre, au renforcement de l'Etat de droit en mettant l'accent sur la modernisation des administrations, en particulier par la formation des polices civiles et des magistrats, par l'aide humanitaire constante notamment en faveur des refugies ou des populations indigenes et bien sur en matiere d'education et de sante. La France est egalement presente a travers la cooperation culturelle, qu'elle conduit avec les pays du groupe andin, et cherche a l'etre davantage a travers ses entreprises, notamment au Perou et en Colombie ou la croissance est forte. 2/ Dialogue de San Jose : le dialogue de San Jose qui lie l'Union europeenne et les pays d'Amerique centrale (Honduras, El Salvador, Guatemala, Nicaragua et Costa Rica ainsi que le Panama) est ne d'une initiative franco-allemande en 1984 dans un contexte ou il etait urgent d'aider ces pays a sortir de situations de conflit grave. Il a ete institutionnalise (conferences ministerielles) et etendu a la cooperation economique en 1985 par l'accord de Luxembourg. Un nouvel accord-cadre a ete signe en 1993 a San Salvador. L'Amerique centrale s'est pacifiee meme s'il reste au Guatemala a signer cette annee les derniers accords de paix. C'est donc sous presidence francaise et a notre initiative que la conference ministerielle de San Jose XI au Panama a marque un tournant du dialogue, en revalorisant l'exercice menace par son aspect lassant et repetitif, pour l'adapter aux changements intervenus et definir les axes prioritaires de cooperation entre la Communaute et la region : appui au renforcement et a la consolidation de l'Etat de droit ; appui aux politiques sociales ; appui au processus d'integration et a la capacite d'insertion de l'Amerique centrale dans l'economie internationale. L'aide communautaire a progresse depuis 1984 pour atteindre 170 millions d'ecus par an (cooperation financiere

et technique, aide aux refugies, aide alimentaire, aides aux ONG...). L'Amerique centrale est la region qui recoit la plus forte aide communautaire par habitant. La Communaute est le deuxieme partenaire commercial de cette region. Celle-ci beneficie depuis 1992 du systeme de preferences generalisees drogue pour les produits agricoles. La question de la banane reste debattue avec certains de ces pays, mais seuls le Honduras et le Guatemala ont engage une procedure precontentieuse dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, vis-a-vis de l'Union europeenne. La visite du secretaire d'Etat a l'action humanitaire d'urgence, M. Emmanuelli, en Amerique centrale, ce mois-ci, comme l'elevation de Mme Rigoberta Menchu au grade de Commandeur de la Legion d'honneur par le President de la Republique, soulignent l'attention que la France porte a ces pays. 3/ Relations Union europeenne-groupe de Rio : ne le 18 decembre 1986, le groupe de Rio, « mecanisme de consultation et de concertation politique », regroupe aujourd'hui douze pays d'Amerique latine (Argentine, Bolivie, Bresil, Chili, Colombie, Equateur, Mexique, Panama, Paraguay, Perou, Uruguay et Venezuela), aux travaux desquels sont associes des representants de l'Amerique centrale et des Caraibes. Depuis 1990 (declaration de Rome), les ministres des affaires etrangeres de l'Union europeenne et ceux du groupe de Rio se retrouvent une fois par an de maniere formelle, pour tenir un dialogue interregional, dont l'ordre du jour, au depart essentiellement economique, tend a se diversifier. Compte tenu de l'evolution tres positive de l'espace latino-americain (stabilisation politique, consolidation de la democratie, essor de l'economie, progres rapide de l'integration regionale notamment via le Mercosur), mais egalement de l'effort croissant fourni par l'Union europeenne en faveur de l'Amerique latine, dont elle constitue a la fois le premier donateur d'aide (61 p. 100 en 1993, devant le Japon avec 19 p. 100 et les Etats-Unis avec 14 p. 100), le deuxieme partenaire commercial et le deuxieme investisseur etranger (apres les Etats-Unis), ces conferences ministerielles apparaissent desormais comme le grand rendez-vous annuel de l'Europe avec l'Amerique latine. Les grandes lignes directrices de ce dialogue entre l'Union europeenne et l'Amerique latine ont ete definies, cote europeen, dans le document de base « l'Europe et l'Amerique latine : un partenariat pour l'action », adopte par les ministres des affaires etrangeres le 31 octobre 1994 a Luxembourg. La VIe conference ministerielle Union europeenne-groupe de Rio s'est tenue les 15 et 16 avril derniers a Cochabamba, la Bolivie assurant cette annee le secretariat pro tempore du groupe de Rio. La France y etait representee par M. Barnier, ministre delegue aux affaires europeennes. Cette reunion avait pris pour modele - tant pour la nature de ses echanges que pour l'ordonnancement de ses travaux - la reunion de Paris de l'annee precedente, consideree comme un grand succes car ayant permis de donner un nouveau souffle a cet exercice. Elle a fourni l'occasion de renforcer les liens entre les deux structures regionales et d'approfondir leur dialogue en abordant de nouveaux themes plus concrets comme celui de la drogue. L'Union europeenne a ainsi eu l'occasion d'affirmer son approche de l'Amerique latine, distincte de celle des Etats-Unis, et de confirmer son role d'interlocuteur de premier plan pour le groupe de Rio sur chacun des trois themes inscrits a l'ordre du jour de la reunion de Cochabamba : developpement durable ; economie, commerce et investissement ; stabilite regionale et cooperation en matiere de lutte contre le narco-trafic. La prochaine reunion ministerielle Union europeenne-groupe de Rio se tiendra en 1997 a Noordwijk, aux Pays-Bas.

Données clés

Auteur : M. Cazenave Richard
Circonscription : - RPR
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 40079
Rubrique : Politique exterieure
Ministère interrogé : affaires étrangères
Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 17 juin 1996, page 3195
Réponse publiée le : 29 juillet 1996, page 4098